

# La Réplique

## NUMÉRO SPÉCIAL : ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2019

PROFIL : CHRIS STEPHEN,  
CANDIDAT DU NPD ET  
MEMBRE DU SCFP

**Pourquoi le SCFP  
appuie le NPD**

Nous pouvons  
nous payer  
les services dont  
nous avons besoin

Négocier  
pour protéger  
la santé mentale



« C'est le temps pour les travailleurs de faire progresser le pays grâce au NPD »

Chris Stephen, vice-président d'unité à la section locale 255 du SCFP et candidat du NPD

dans la circonscription fédérale de Bruce-Grey-Owen Sound

PROFIL CHRIS STEPHEN

# Faire entendre la voix des travailleurs à Ottawa

*Après avoir assisté à son premier congrès national, Chris Stephen a décidé de s'impliquer davantage dans sa section locale. Aujourd'hui, il est candidat du NPD dans la circonscription fédérale de Bruce-Grey-Owen Sound en Ontario. Il veut faire entendre la voix des travailleurs à la Chambre des communes.*

« Je ne suis pas vraiment un politicien, mais j'ai à cœur d'aider les gens comme je le peux. Me porter candidat me semblait être la prochaine étape pour moi. L'an dernier, je me suis présenté aux élections municipales, puis j'ai décidé de continuer et de me présenter au fédéral », a affirmé Chris Stephen en parlant de sa campagne pour devenir député de Bruce-Grey-Owen Sound.

Depuis six ans, Chris Stephen est vice-président d'unité à la section locale 255 du SCFP qui représente des employés municipaux de sa circonscription. Il a toujours considéré que le pouvoir collectif des travailleurs syndiqués était un levier permettant d'améliorer la vie de tous.

Il a maintenant décidé de mettre à contribution son expérience de défense des droits des travailleurs en se joignant à l'équipe du chef du NPD fédéral, Jagmeet Singh.

« J'ai pu constater maintes fois que le NPD se soucie vraiment des gens ordinaires. C'est le temps pour les travailleurs de faire progresser le pays grâce au NPD », a souligné Chris Stephen.

« Je m'inquiète pour notre avenir si nous ne traitons pas la crise climatique de manière appropriée. Il faut élire un parti qui apportera les changements nécessaires pour la prochaine génération », a-t-il ajouté.

« Je suis également un fervent partisan du projet d'assurance-médicaments de Jagmeet. Pour aider les gens à réussir, il faut alléger leur fardeau financier. C'est triste que certaines personnes doivent choisir entre un médicament ou autre chose », a-t-il poursuivi.

Chris Stephen n'a aucune difficulté à faire des liens entre la vision du NPD et son expérience au sein de sa section locale : « En tant que dirigeant syndical, je suis une personne-ressource pour nos membres. Aider quelqu'un directement, c'est très gratifiant ».

Il a trouvé l'inspiration pour assumer un rôle de dirigeant dans sa section locale lors de sa participation à son premier congrès du SCFP. Il a alors constaté la vaste gamme de causes que défendent les membres du SCFP :

« Notre section locale est une petite section composite où on ne voit pas toujours la situation dans son ensemble. Ce n'est qu'en congrès national que j'ai constaté l'étendue du pouvoir du SCFP ».

Pour Chris Stephen, le pouvoir du SCFP est l'une des principales forces de changement au

Canada. « Quand on voit, sur Facebook ou Instagram, toutes les causes que soutiennent les membres du SCFP, par exemple dans les défilés de la Fierté ou en première ligne des luttes pour l'éducation en Ontario, on est poussé à agir. Partout où quelqu'un a besoin de soutien, le SCFP est là pour donner un coup de main. »

Chris Stephen encourage les jeunes membres de sa section locale à assister aux congrès du SCFP, en espérant qu'ils y trouveront la même passion que lui. Cette année, il veut porter cette passion à la Chambre des communes. « Le SCFP est excellent pour manifester devant le Parlement et exiger mieux. J'ai décidé de devenir un de ceux qui prend les bonnes décisions en Chambre pour que le syndicat n'ait plus à manifester », a-t-il conclu.

■ Nathan Prier



LA PUBLICATION NATIONALE DU SCFP AUTOMNE 2019

## La Réplique

SSN imprimé 1920-2857  
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : comm@scfp.ca

Convention Poste-publications  
Numéro 40005741

Retournez les envois canadiens non distribués à :  
SCFP-Communications  
1375, boul. Saint-Laurent  
Ottawa, Ont. K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à  
scfp.ca ou communiquez avec  
nous à lareplique@scfp.ca

**Rédacteur en chef** Nathan Prier

**Directrice des communications**  
Karine Fortin

**Graphiste** Jocelyn Renaud •

**Adjointes à la rédaction**  
Céline Carré • Vicky Allard

**Collaborateurs** Nathan Prier •  
Angella MacEwen • Sébastien Goulet •  
Dominique LaHaye • Gaëlle McNeil •  
Leonor Cedillo • Stephen Elliott-  
Buckley • Philippe Gagnon

**CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL  
DU SYNDICAT CANADIEN DE  
LA FONCTION PUBLIQUE**

**Président national** Mark Hancock

**Secrétaire-trésorier national**  
Charles Fleury

**Vice-présidences générales**  
Daniel Légère • Denis Bolduc •  
Fred Hahn • Judy Henley •  
Paul Faoro

**Vice-présidences régionales**

Sherry Hillier / Terre-Neuve-et-  
Labrador • Nan McFadgen /  
Nouvelle-Écosse • Brien Watson /  
Nouveau-Brunswick • Leonard  
Gallant / Île-du-Prince-Édouard •  
Benoît Bouchard, Patrick Gloutney /  
Québec • Michael Hurley, Candace  
Rennick / Ontario • Amanda Farrow-  
Giroux / Nord de l'Ontario • Gord  
Delbridge / Manitoba • Tom Graham  
/ Saskatchewan • Rory Gill / Alberta •  
Trevor Davies, Barb Nederpel /  
Colombie-Britannique

**Vice-présidences de la diversité**  
Gloria Lepine • Yolanda McClean

Imprimée par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 %  
contenant 30 % de matières recyclées après consommation, et libre de chlore  
élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.



# Pourquoi le SCFP appuie le NPD

Nos membres auront une décision importante à prendre le 21 octobre prochain, alors que les Canadiens se rendront aux urnes pour élire le prochain gouvernement fédéral. Mais à qui les membres du SCFP peuvent-ils faire confiance pour protéger leurs emplois, leurs retraites et l'avenir de notre pays?

Justin Trudeau est doué pour faire des promesses... et les renier. En décembre 2018, il a fait adopter une loi de retour au travail qui contrevient aux droits des travailleurs des postes. Il a aussi abandonné ses grands engagements sur la réforme du mode de scrutin, les changements climatiques et la réconci-

liation avec les peuples autochtones. On ne peut pas faire confiance aux libéraux de Justin Trudeau.

Le chef conservateur Andrew Scheer dit qu'il est un « Stephen Harper souriant ». Rien de rassurant, d'autant plus qu'il a aligné les politiques de son parti sur celles de Donald Trump dans tous les grands dossiers. Des droits des travailleurs à l'immigration, en passant par les changements climatiques, les conservateurs d'Andrew Scheer nous ramèneront à l'âge de pierre.

Le NPD de Jagmeet Singh est le seul parti sur lequel nous pouvons compter, le seul dont le

programme électoral donne réellement la priorité aux citoyens et à l'environnement. Tandis que les libéraux et les conservateurs cherchent avant tout à aider les gens riches et influents, le plan du NPD vise à améliorer la vie des gens ordinaires.

Le programme du NPD prévoit :

- la création d'un régime national d'assurance-médicaments universel et la bonification de l'assurance santé afin d'inclure les soins dentaires, le traitement de la toxicomanie et les soins de santé mentale.
- le respect et l'amélioration des droits des travailleurs, l'amélioration de la formation et des emplois plus justes et sécuritaires pour tous.
- le respect des droits des Autochtones et des

gestes concrets pour favoriser le processus de réconciliation.

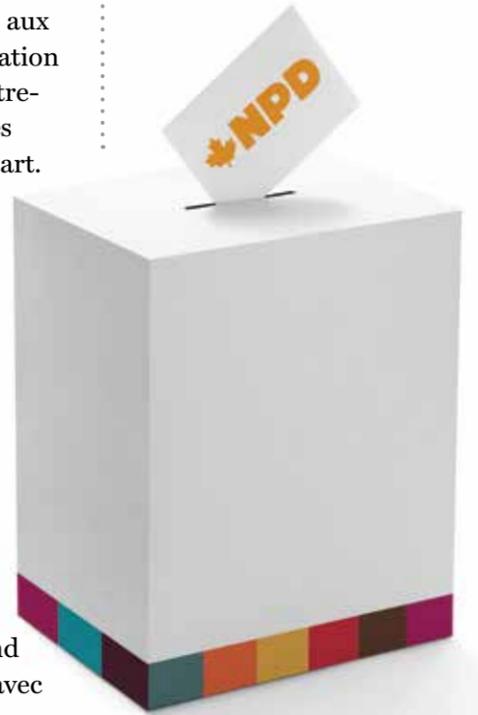
- la construction de 500 000 logements abordables pour résoudre le problème du logement.
- l'élimination des échappatoires fiscales injustes accordées aux PDG et l'augmentation des impôts des entreprises pour qu'elles paient leur juste part.
- la mise en place d'un plan de réduction des émissions pour lutter contre les changements climatiques et la création de bons emplois pour l'économie du futur.

Chaque vote compte. Le SCFP, le plus grand syndicat du Canada avec ses 680 000 membres

à travers le pays, peut faire une grande différence dans ces élections.

Utilisons notre force collective pour changer les choses le 21 octobre.

## Votons NPD.



## 3 choses à faire avant le vote

Les élections fédérales approchent à grands pas et nous aurons bientôt la chance de voter pour le changement dont notre pays a besoin. Soyez prêts à aller voter le 21 octobre :

### 1 Prenez connaissance de la position du SCFP

Nous avons produit une série de fiches d'information sur les enjeux chers aux travailleurs. Renseignez-vous sur le bilan négatif du gouvernement actuel et sur ce qu'on peut faire pour améliorer la vie des travailleurs : [scfp.ca/le-scfp-vote](http://scfp.ca/le-scfp-vote).

### 2 Parlez aux membres de votre famille, à vos amis et à vos collègues

Encouragez vos proches à aller voter pour réclamer de meilleurs services publics, des emplois de qualité et la défense des droits des travailleurs. Le SCFP compte 680 000 membres. Si chacun de nous parle aux gens que nous connaissons, nous aurons un impact majeur sur cette élection.

### 3 Allez voter!

Vérifiez si votre nom est inscrit sur la liste électorale et identifiez votre bureau de vote. N'oubliez pas votre carte d'électeur et une pièce d'identité avec adresse. Vous n'êtes pas inscrit? Visitez le [www.elections.ca](http://www.elections.ca) pour savoir comment vous inscrire en ligne ou en personne à votre bureau de vote. Vous voulez en faire plus? Faites du bénévolat pour votre candidat et aidez à faire sortir le vote le jour du scrutin.

**Chaque vote compte!**

## PRÉSIDENT NATIONAL MARK HANCOCK

### En 2019, votons pour les travailleurs

Dans quelques semaines, les Canadiens se rendront aux urnes pour élire le prochain gouvernement du Canada.

C'est une période stimulante, d'optimisme et, pour plusieurs, d'anxiété.

Andrew Scheer fait peur. Depuis qu'il est chef du Parti conservateur, il prend systématiquement le parti des grandes entreprises, au détriment des travailleurs. Nous avons déjà Doug Ford, Jason Kenney et toute une série de nouveaux gouvernements provinciaux de droite. Le Canada ne peut pas se permettre un autre gouvernement conservateur.

Justin Trudeau, lui, doit payer pour ses promesses brisées. En 2015, les Canadiens ont élu le Parti libéral sur la base de ses promesses de réformer le mode de scrutin, d'adopter des cibles plus ambitieuses contre les changements climatiques et de poser des gestes concrets pour favoriser la réconciliation avec les Autochtones. Justin Trudeau a brisé chacune de ces promesses et bien d'autres. Il ne mérite pas un second mandat.

S'il faut choisir entre l'équipe bleue et l'équipe rouge, l'avenir s'annonce sombre. Heureusement, ce que propose le NPD est enthousiasmant. Et, contrairement aux libéraux, ce parti tient ses promesses.

En Colombie-Britannique d'où je viens, le gouvernement néo-démocrate fait d'énormes progrès pour renforcer les droits des travailleurs, créer des logements et des services de garde abordables, et promouvoir la réconciliation avec les Autochtones.

Au niveau fédéral, c'est le NPD de Jagmeet Singh qui a le meilleur programme électoral pour aider les travailleurs.

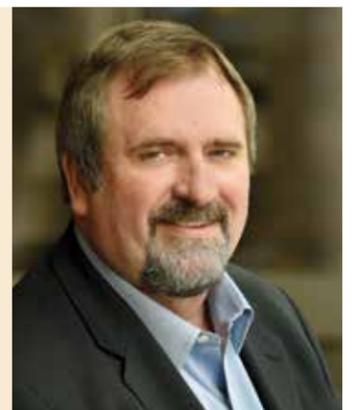
Le programme du NPD prévoit notamment la bonification de l'assurance santé afin d'inclure les médicaments sur ordonnance, les soins dentaires, le traitement de la toxicomanie et les soins de santé mentale.

De plus, le NPD est vraiment déterminé à lutter contre les changements climatiques, tout en offrant aux travailleurs une transition juste vers l'économie de l'avenir.

Le NPD veut également construire 500 000 logements abordables, éliminer les échappatoires fiscales des entreprises et paver la voie à une véritable réconciliation avec les Autochtones.

Je sais que l'avenir dont nous rêvons est à portée de main. Mais pour qu'il devienne réalité, il faut aller voter. Le jour du scrutin, votons pour le changement et le progrès. J'encourage donc vivement tous les membres du SCFP à voter pour leur candidat néo-démocrate le 21 octobre prochain.

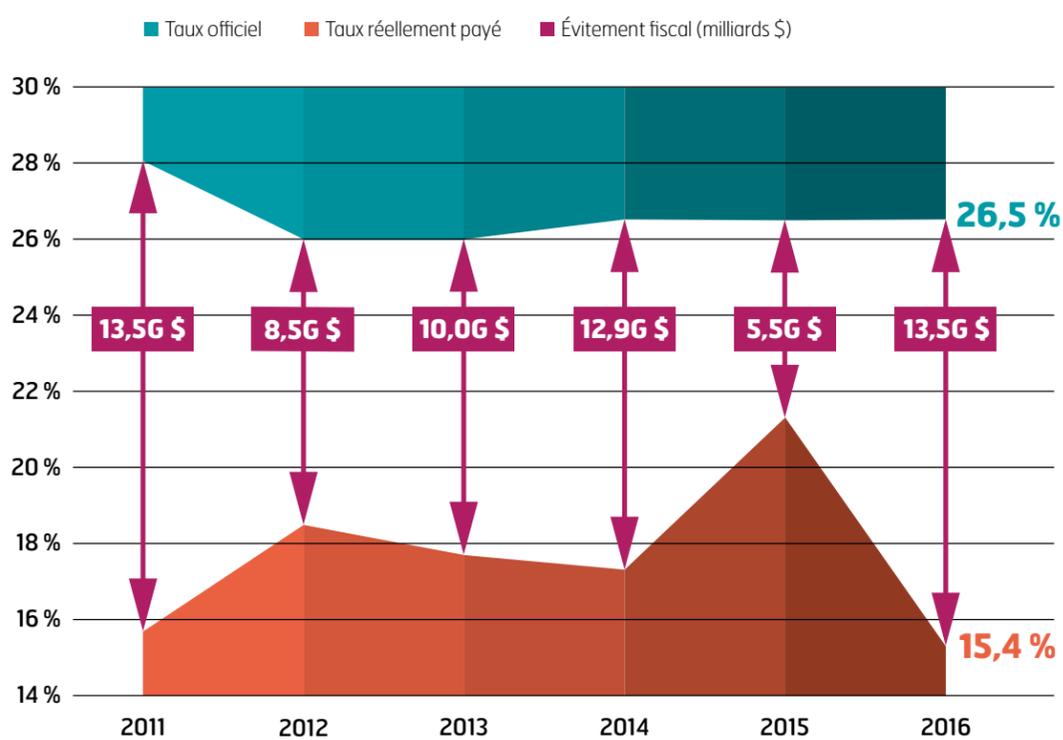
MARK HANCOCK EN LIGNE  [twitter.com/MarkHancockCUPE](https://twitter.com/MarkHancockCUPE)



# Nous pouvons nous payer les services dont nous avons besoin

« Ce serait formidable si nous pouvions disposer de plus de services publics universels de qualité, mais est-ce que nous pouvons nous les payer? » À chaque campagne électorale, certains politiciens répètent cette rengaine. Et trop souvent, après le vote, nous devons nous contenter de baisses d'impôt pour les entreprises et de réductions ou des crédits d'impôt ciblés pour la « classe moyenne ». Une poignée de citoyens récupèrent ainsi un peu d'argent sur leur déclaration de revenus, tandis que des compressions sont effectuées dans les services au détriment de la majorité des gens.

## L'IMPÔT SUR LE REVENU PAYÉ PAR LES ENTREPRISES 2011-2016



\* Entreprises canadiennes ayant une capitalisation supérieure à 2 milliards \$.  
Source : Bloomberg

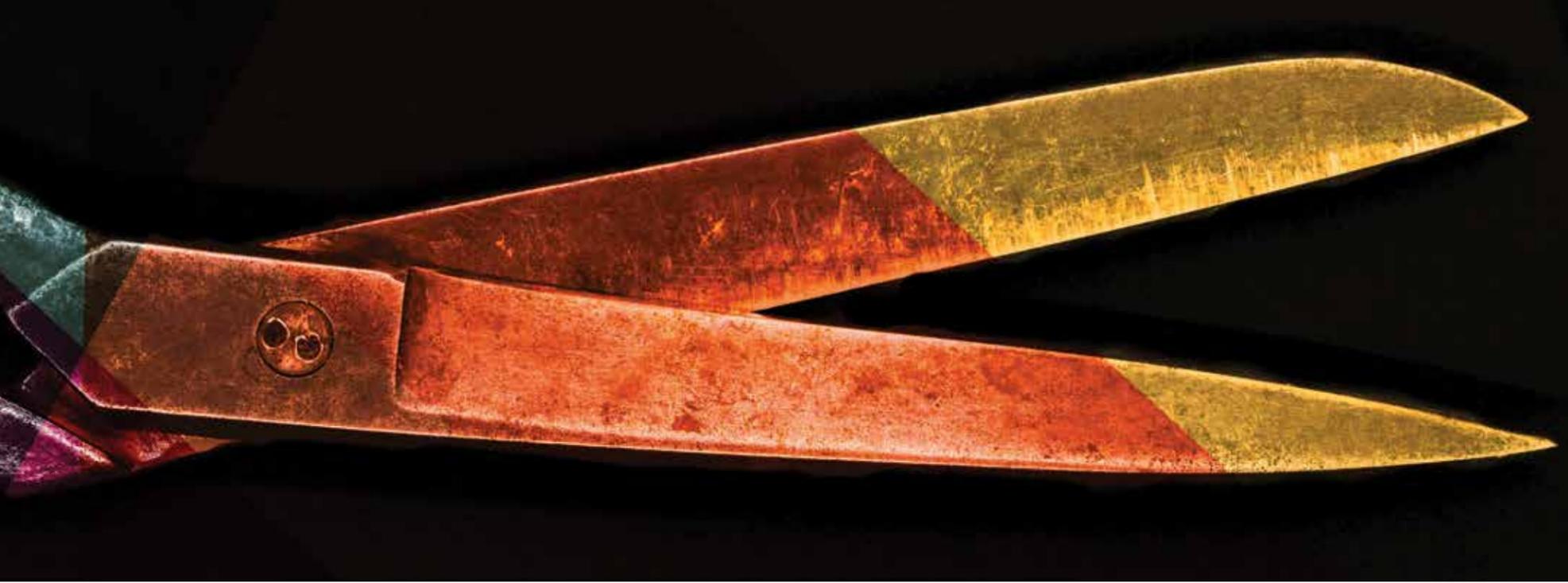
Il est toutefois possible de faire les choses autrement. Être capable de se payer quelque chose ne se limite pas seulement à la « bière à un dollar » de Doug Ford. En termes de services publics, la capacité de payer doit aussi tenir compte des économies réalisées grâce à ces mêmes services. Par exemple, les familles économiseraient 500 dollars par année avec un régime d'assurance-médicaments universel entièrement financé par le gouvernement. Le programme de services de garde du Québec permet déjà aux familles ayant de jeunes enfants d'économiser des milliers de dollars par année. Le plan du NPD visant à rénover toutes les habitations au Canada d'ici 2050 ferait économiser aux familles au minimum 900 dollars par année.

C'est pourquoi le SCFP encourage ses membres et ses sections locales à s'impliquer dans cette

campagne électorale pour faire avancer les enjeux importants pour les travailleurs. Nous avons la possibilité d'élire un gouvernement qui renforcera nos services publics et qui créera des emplois bien rémunérés; un gouvernement qui instaurera un régime national d'assurance-médicaments, qui construira des logements abordables et qui adoptera des mesures audacieuses pour lutter contre les changements climatiques.

Rendre les services publics universels présente plusieurs avantages. Comme tout le monde a intérêt à ce que les services soient efficaces et accessibles, il est plus difficile pour les gouvernements d'effectuer des compressions. À l'inverse, les programmes ciblés créent presque toujours des situations où une personne a trop d'argent pour avoir droit à l'option publique, mais pas assez pour payer l'option privée. C'est le cas de plusieurs services essentiels comme les médicaments, les soins dentaires, les soins de santé mentale, les services de garde, le transport en commun et le logement. L'universalité réduit les inégalités et favorise la solidarité sociale, comme l'ont montré les auteurs Richard Wilkinson et Kate Pickett dans *L'Égalité, c'est mieux*.

Même si vous n'avez pas besoin de soins, d'assurance-médicaments ou de services de garde pour l'instant, il est bon de savoir que de l'aide sera là lorsque nécessaire. Nous tirons beaucoup plus de valeur des services publics que ce que nous payons en impôts. Statistique Canada a quantifié exactement la valeur individuelle des dépenses publiques consa-



## La banque de la privatisation des libéraux

Depuis l'annonce de la création de la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) par le gouvernement libéral fédéral en 2017, le SCFP n'a cessé de faire part de ses inquiétudes. Cette banque mise en effet sur l'investissement privé pour aider les entreprises à tirer profit de la privatisation de nos infrastructures publiques.

La BIC participe actuellement à trois projets de transport en commun, dont un vaste projet privé de train léger sur rail à Montréal : le Réseau express métropolitain. Récemment, la banque a

aussi annoncé son intention de subventionner la privatisation des installations d'eau et d'eaux usées du canton de Mapleton.

Pour « innover », la BIC réduira le coût d'emprunt du partenaire privé dans ce projet, alors qu'elle aurait tout simplement pu offrir au canton un prêt de longue durée à bas taux. Pourquoi risquer de confier nos services d'eau et d'eaux usées à une entreprise privée qui sera tentée de couper les coins ronds pour réaliser des profits, alors qu'on n'a même pas envisagé l'option publique?

Le NPD a promis de remplacer la BIC par une Banque climatique qui aidera les municipalités à financer leurs grands projets d'infrastructure en mode public.

Les recherches et l'expérience démontrent que les services, comme l'eau potable et les eaux usées, offerts par le secteur public sont de meilleure qualité. Nos gouvernements devraient protéger les services publics au lieu de les remettre au secteur privé qui ne vise qu'à faire des profits.



créées à la santé, à l'éducation et à d'autres services gouvernementaux comme le logement, les loisirs et la culture. En 2018, on parle de 12 500 dollars par personne. Et ce que les chiffres ne disent pas, c'est que la plupart de ces services coûteraient beaucoup plus cher s'ils étaient offerts par le secteur privé.

### L'équité fiscale nous permet de payer

À long terme, les services publics universels de haute qualité sont souvent rentables. Par exemple, les économistes ont démontré que les services de garde subventionnés au Québec rapportent 1,47 dollar pour chaque dollar investi par le gouvernement. Et, à court terme, nous pouvons payer des services publics universels de haute qualité en annulant certains changements apportés au régime fiscal qui ont fait peser la plus grande partie du fardeau sur les épaules

des travailleurs.

Au fédéral, le taux d'imposition des entreprises était de 36 pour cent en 1980. Depuis, les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédé l'ont diminué et diminué, au point qu'il n'est plus que de 15 pour cent. Pour justifier ces baisses et la création d'échappatoires fiscales, on a prétendu que le secteur privé allait créer de l'emploi et investir dans la recherche pour accroître sa productivité. Or, malgré les baisses d'impôt, l'investissement privé est resté plus ou moins le même. Ce sont plutôt les bénéfices, la rémunération des dirigeants et les inégalités qui ont augmenté.

Au fil du temps, les entreprises ont accumulé des réserves records. Les données de Finances Canada révèlent que les grandes entreprises n'ont pas versé le tiers des impôts

dus à l'Agence du revenu du Canada, soit 10 milliards de dollars. Plus tôt cette année, le directeur parlementaire du budget estimait que le gouvernement perd 25 milliards de dollars chaque année en raison des échappatoires existants et de l'évasion fiscale illégale dans les paradis fiscaux.

L'organisation Canadiens pour une fiscalité équitable, le Centre canadien de politiques alternatives et l'Institut Broadbent ont tous identifié la réforme fiscale comme un défi de taille pour le prochain gouvernement. La bonne nouvelle, c'est que des chercheurs ont identifié les failles les plus importantes du système et les solutions pour les réparer. Nous avons simplement besoin d'un gouvernement ayant la volonté de rétablir l'équilibre de notre système fiscal en s'attaquant à la fois à l'évitement fiscal

(l'utilisation de failles juridiques pour éviter de payer des impôts) et à l'évasion fiscale (l'utilisation de méthodes illégales pour réduire ses impôts), notamment par les grandes entreprises.

Heureusement, le NPD fédéral a placé l'équité fiscale au centre de son programme électoral de 2019. Il inclut de nouvelles propositions et prévoit l'annulation des changements qui n'ont profité qu'aux super-riches. Par exemple, le NPD s'est engagé à ramener le taux d'imposition des entreprises à 18 pour cent, à augmenter le taux d'imposition marginal le plus élevé pour les particuliers gagnant plus de 210 000 dollars et à instaurer un impôt sur les fortunes supérieures à 20 millions. Le NPD compte aussi annuler l'importante réduction d'impôt sur les gains en capital introduite

par l'ex-ministre des Finances, Paul Martin, en 2000. À l'heure actuelle, lorsqu'on vend un placement, seule la moitié de l'augmentation de sa valeur est considérée comme un revenu imposable. Le NPD propose d'augmenter ce taux à 75 pour cent.

Donc, la prochaine fois qu'on vous dira que nous n'avons pas les moyens de nous payer des services publics de qualité, répondez que ces services rendent la vie plus abordable et qu'ils sont d'excellents investissements pour nos communautés. Bref, si nous consacrons moins d'énergie à équilibrer le budget à tout prix et si nous rendons le système fiscal plus équitable pour les citoyens, nous pourrions aisément financer ces éléments essentiels pour une société juste que sont les services publics.

■ Angella MacEwen



Justice mondiale

# Un rassemblement mondial de femmes qui laisse des traces



Stacey Connor

En mars, des représentantes du SCFP se sont jointes à 180 femmes syndicalistes de plus de 42 pays pour défendre les droits des femmes et des filles lors de la 63<sup>e</sup> session annuelle de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CCFNU) à New York.

Ce fut un marathon de réunions, de séances d'information, de lobbying, de réseautage et de manifestations. La Réplique a rencontré deux membres du SCFP pour savoir ce que cette expérience leur a apporté. La présidente de la section locale 2073 (Syndicat des employés de la Société canadienne de l'ouïe), Stacey Connor, et la secrétaire archiviste de la section locale 2348 (Syndicat des travailleurs communautaires, de la santé et des services sociaux du Manitoba), Gina McKay, ont réfléchi pour nous aux effets durables de leur participation à la CCFNU.



Gina McKay

## Que pensez-vous avoir accompli?

**Stacey Connor (SC) :**

En tant que femme sourde, je rencontre quotidiennement des obstacles qui limitent ma participation. Cela faisait du bien d'être à l'ONU pour parler de mon expérience et d'être reconnue par mon syndicat pour mon travail comme femme sourde. J'ai rencontré des personnes comme moi confrontées à de nombreux obstacles dans le monde, notamment deux femmes sourdes, l'une du Soudan et l'autre de Mongolie. Ce fut un honneur de prendre part à leur atelier et d'apprendre d'elles.

**Gina McKay (GM) :**

Ma plus grande réalisation a été de mieux comprendre la nécessité de la solidarité internationale. J'ai été émue d'entendre des femmes, des femmes trans et des femmes non binaires du monde entier partager leur vécu de travailleuses dans le secteur public. Leurs problèmes et leurs oppressions sont similaires et familiers. Plusieurs d'entre elles se débattent contre le capitalisme sauvage et la cupidité. Les travailleurs en quête d'égalité luttent partout dans le monde et dans tous les syndicats.

J'ai raconté mon expérience de syndiquée LGBTQ2+ et j'ai trouvé des points communs avec notre mouvement syndical en reconnaissant que, comme mouvement, nous sommes aussi forts que nos voix les plus discrètes le sont.

## Pourquoi est-ce important que les syndicats se fassent entendre à la CCFNU?

**SC :** Il était important pour les femmes sourdes et malentendantes de se faire entendre sur la scène internationale, pour qu'on ne les néglige pas. Notre rôle de syndiquées handicapées est de rappeler à l'ONU et au monde entier que nous existons et qu'on ne peut pas nous ignorer. Personne ne peut parler à notre place.

**GM :** Nos défis locaux, régionaux et nationaux sont aussi des défis internationaux. Les femmes et les travailleurs en quête d'égalité sont victimes d'oppression et de discrimination dans le monde entier. La solidarité entre travailleurs est le seul moyen de s'unir contre les structures et les systèmes qui nous oppriment. Notre voix apporte à l'ONU des approches progressistes en matière de protection

des droits de la personne dans le mouvement syndical. Alors que l'opposition d'extrême droite domine de plus en plus les commissions des Nations Unies, il est impératif que le mouvement syndical s'unisse et se mobilise, pour que la diversité des droits et des problématiques de travailleurs soit respectée à l'échelle mondiale. Il ne suffit pas de se battre pour des protections fortes dans notre propre société. Dans une économie capitaliste et néolibérale, tous les travailleurs, syndiqués ou non, sont vulnérables.

## Quelles actions votre participation à cette délégation vous a-t-elle inspirées?

**SC :** Cela m'a amené à réfléchir à mon leadership et aux opportunités qui s'offrent à moi pour me battre pour les droits des personnes sourdes et malentendantes, tant au sein du SCFP que dans la société en général. J'ai l'intention d'exprimer ces préoccupations lors de notre congrès national et de rappeler aux membres qu'ils doivent faire preuve d'inclusion, défendre les intérêts d'autrui et traiter chaque personne en toute égalité. Les travailleurs

sourds et malentendants ont besoin d'une plateforme pour communiquer avec les autres travailleurs. Mais il faudra travailler fort pour créer un véritable espace pour ces personnes. Nous avons besoin de ressources pour mettre en place les outils linguistiques qui nous permettront de participer pleinement aux discussions et pour offrir de l'information et de la formation sur la façon de créer ces espaces inclusifs.

**GM :** Je suis rentrée à la maison avec de bonnes idées sur la manière d'augmenter notre présence à la prochaine CCFNU, afin de renforcer notre front commun contre l'extrême droite. Je vais rester en contact avec les participantes par le biais de conversations électroniques sur les droits des femmes et des LGBTQ2+ dans le monde. Je vais aussi pousser le SCFP à maintenir ses efforts et sa voix dans ce forum. Les travaux sur l'équité que nous menons au SCFP peuvent faire une différence à l'échelle mondiale. Le militantisme syndical intersectionnel est si important! Et la diversité est l'une des plus grandes forces de notre mouvement.

## Que ressentiez-vous à la fin de la semaine?

**SC :** J'étais en colère et frustrée par ce que j'avais entendu de la part de femmes sourdes et malentendantes du monde entier. J'étais également très reconnaissante au SCFP pour cette occasion de tisser de nouveaux liens. Je crains que bon nombre des engagements pris pour soutenir les femmes comme moi n'aboutiront pas à des actions concrètes si nous ne trouvons pas le moyen de continuer à créer des espaces propices à une véritable inclusion aux niveaux mondial et local.

**GM :** Je me sentais motivée à rester en contact avec les militantes que nous avons rencontrées et avec lesquelles nous avons dialogué. Il reste encore beaucoup à faire! Aussi avancés que puissent être certains pays, il reste beaucoup de communautés qui luttent pour le respect des droits fondamentaux de la personne. En tant que membres de la communauté ouvrière mondiale, nous devons travailler ensemble pour éviter que des travailleurs soient laissés pour compte.

**Ces entretiens ont été modifiés pour des raisons de concision et de clarté.**

## Sous-traitance

# Le SCFP dénonce le « service à deux vitesses » à la Société de transport de Sherbrooke

**L**a sous-traitance de la moitié des circuits d'autobus de la Société de transport de Sherbrooke (STS) préoccupe le SCFP qui demande à la vérificatrice générale de la municipalité d'enquêter sur un contrat de 26,7 millions de dollars octroyé sans appel d'offres.

Le SCFP a fait parvenir une lettre à la vérificatrice, en juin dernier, à l'occasion d'une journée spéciale de mobilisation contre la sous-traitance et la privatisation des services publics.

Des dizaines de chauffeurs d'autobus et d'autres membres du SCFP de Sherbrooke ont alors uni leurs voix et multiplié les actions pour décrier la situation. Ils ont notamment organisé un « 4 à 6 » de solidarité et manifesté devant l'hôtel de ville en compagnie de membres des syndicats du secteur du transport terrestre du SCFP venus de Montréal, de Trois-Rivières et de Longueuil pour les appuyer. Une délégation locale a aussi participé à la période de questions de la séance du conseil municipal.

Le SCFP a fait valoir qu'en plus d'exposer les usagers des transports en commun à un service inégal, ce contrat de plusieurs millions de dollars que la STS a confié de gré à gré à Promenades de

l'Estrie soulève des questions d'éthique et de saine gestion.

« Le service aux usagers est inférieur à cause de toute cette sous-traitance à la STS », a déploré le vice-président du Syndicat des chauffeurs d'autobus de Sherbrooke (section locale 3434 du SCFP), André Marsan.

Les véhicules du sous-traitant sont moins bien entretenus, moins performants et moins bien adaptés. Ce service privé est aussi opéré par des chauffeurs moins formés et moins encadrés. De plus, les minibus et microbus du sous-traitant ne répondent pas aux critères d'accessibilité universelle.

« Il y a donc un service à deux vitesses avec ce réseau parallèle. Il est temps que Sherbrooke retrouve une vraie société de transport, avec une pleine qualité et une pleine efficacité », a souligné André Marsan.



**Des membres des syndicats du secteur du transport terrestre du SCFP sont venus de Montréal, de Trois-Rivières et de Longueuil pour ajouter leur voix à celle des cols bleus et des chauffeurs d'autobus syndiqués de Sherbrooke, lors de la journée de mobilisation contre la sous-traitance et la privatisation des services publics tenue le 17 juin dernier. Dans le cadre de cette journée, une manifestation a été organisée devant l'hôtel de ville de Sherbrooke.**

Le maintien des services publics est à l'avantage des contribuables de Sherbrooke, comme en témoigne le rapatriement à l'interne des collectes des déchets et des matières compostables effectué en 2012. Des économies d'environ un million de dollars par année ont été réalisées. Le palmarès des municipalités de 2016-2017 montre que Sherbrooke était la ville où la collecte des déchets était la moins coûteuse par rapport aux villes de taille similaire.

« C'est un grand succès! Par contre, dans le même palmarès, Sherbrooke est la ville où la collecte du recyclage coûte le plus cher et elle est confiée à l'externe », a indiqué le président du Syndicat des cols bleus de Sherbrooke (section locale 2729), Benoît Labonville.

■ Sébastien Goulet et Dominique LaHaye



## Section locale 1761 : entente de principe conclue après sept semaines de grève

Le 16 juillet, les employés municipaux de la ville de Placentia à Terre-Neuve-et-Labrador (section locale 1761) ont déclenché la grève, après 14 mois de sur-place dans leurs négociations. Après sept semaines de grève, ils sont retournés au travail forts d'une convention collective d'une durée de quatre ans prévoyant des augmentations de salaire et d'autres améliorations.

La municipalité avait embauché des consultants externes pour négocier à sa place, c'est-à-dire des personnes qui ne comprennent pas le travail des membres de l'unité de négociation. Les parties ont échangé des propositions à 11 reprises, et plusieurs réunions ont été reportées, à la grande frustration des membres.

Le 20 mars dernier, les pourparlers ayant abouti à une impasse, le syndicat a demandé au conciliateur de déposer son rapport.

Le 17 avril, les membres de la section locale ont voté à l'unanimité en faveur d'une grève. À la mi-juillet, alors qu'aucune séance de négociation n'était prévue, les membres en ont eu assez. Ils sont sortis en grève.

« La décision de débrayer n'a pas été prise à la légère. Les membres étaient complètement frustrés par le processus de négociation marqué par de nombreux délais et par l'absence de volonté de l'employeur d'en arriver à un accord », a déclaré le président de la section locale 1761, Gerry Quilty.

Le 6 août, le président national du SCFP, Mark Hancock, et la présidente du SCFP-T.-N.-L., Sherry Hillier, sont venus appuyer les piqueteurs devant l'hôtel de ville.

Les membres ont bénéficié d'un large soutien de la population, qui les encourageait à tenir tête au maire et à la ville. Les membres sont heureux de voir la plus longue ronde de négociation dans l'histoire de la section locale prendre fin, et ce, sans concession.

■ Gaëlle McNeil

## SECRETAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

### Nos membres sont notre plus grand atout en vue des élections fédérales

**H**abituellement, je profite de cette chronique pour vous entretenir de la santé financière du SCFP et de ce que nous faisons de nos ressources. Je suis fier de la force de notre syndicat. Nous avons ce qu'il faut pour soutenir nos membres financièrement, quel que soit leurs défis.

Mais, à l'approche des élections fédérales, je veux vous parler du plus grand atout du SCFP : nos membres.

Les 680 000 membres du SCFP constituent une force vive dans tout le pays. Un Canadien sur 55 est membre du SCFP. Un travailleur canadien sur 24 est l'un des nôtres. Nous sommes présents d'un océan à l'autre, dans des municipalités de toutes tailles. Et nous pouvons faire une différence si chacun d'entre nous s'implique.

Pour faire cette différence, nous devons mobiliser nos membres afin de soutenir le NPD, le seul parti qui défend les travailleurs.

Imaginez l'impact que nous aurons si nous travaillons ensemble! Nous pouvons faire élire un parti qui s'engage à protéger et à développer les services publics, y compris

un régime national d'assurance-médicaments. Nous pouvons voter pour le parti qui mettra en œuvre un plan de lutte contre la crise climatique qui tient compte des besoins des travailleurs et des communautés. Nous pouvons choisir un gouvernement qui investira dans le logement abordable et les transports en commun pour réduire le coût de la vie.

Au cours de l'été, j'ai discuté des enjeux de ces élections avec toutes les personnes que j'ai croisées. Je suis sûr que beaucoup d'entre vous ont fait de même. À quelques semaines du scrutin, il est temps d'en faire plus.

Voici ce que vous pouvez faire d'ici le 21 octobre:

- Parlez de l'importance de cette élection à nos membres, aux membres de notre famille et à nos amis. Pour en savoir plus sur les enjeux et les moyens de vous impliquer davantage, visitez le [scfp.ca/le-scfp-vote](http://scfp.ca/le-scfp-vote).
- Si vous ne l'avez pas déjà fait, assurez-vous que tous vos proches soient bien inscrits sur la liste électorale. Et n'oubliez pas d'aller voter!
- Faites du bénévolat pour votre candidat local et aidez à faire sortir le vote le jour du scrutin. Chaque vote compte, comme nous l'avons vu récemment à Terre-Neuve-et-Labrador, où on a élu un candidat du NPD par seulement deux voix.

Cette élection concerne nos emplois et nos services publics, le bien-être de nos communautés et l'avenir de notre planète. Faisons tous en sorte que ce soit des gens comme nous qui décident du résultat de ces élections. Mobilisons-nous pour soutenir les candidats du NPD dans toutes les circonscriptions du pays.

CHARLES FLEURY EN LIGNE  [twitter.com/CUPENatSec](https://twitter.com/CUPENatSec)



## Négocier des protections en santé mentale pour nos membres des services d'urgence et de sécurité

**D**e nombreux membres du SCFP travaillent comme premiers intervenants dans les services d'urgence et de sécurité (SUS). Ils sont notamment ambulanciers et répartiteurs. Ces professions exigent souvent de mettre sa vie en danger pour protéger celle des autres. Les travailleurs font régulièrement face à des situations qui les exposent à un stress intense. Leurs réactions au stress, si elles ne sont pas traitées, peuvent entraîner des conséquences graves comme le trouble de stress post-traumatique (TSPT), la dépression et l'anxiété.

Ces blessures associées au stress post-traumatique (BSPT) peuvent devenir invalidantes et conduire à la toxicomanie et même au suicide. Hélas, le nombre de BSPT, d'idées suicidaires et de suicides sont plus

élevés parmi ces professions que dans la population en général. Environ 45 pour cent des travailleurs des SUS présentent des symptômes cliniques de BSPT.

Bien que l'exposition fréquente à des événements potentiellement traumatisants fasse partie du travail, les travailleurs et les syndicats peuvent agir. Les syndicats peuvent lutter contre les effets de ces risques par l'information, la formation et la mise en place de procédures organisationnelles permettant une intervention précoce après une exposition. Nous pouvons aussi négocier de meilleurs programmes de soutien par les pairs, de soins professionnels et de suivi. Au-delà de la formation et des politiques instaurées par l'employeur, des mécanismes de soutien appropriés doivent être négociés, que ce soit au niveau des avantages sociaux

ou du programme d'aide aux employés (PAE).

De nombreux lieux de travail offrent des programmes qui aident les premiers intervenants à gérer les facteurs de stress intense. Certains sont axés sur l'incident critique comme tel et d'autres renforcent la résilience avant, pendant et après les incidents critiques. Les experts ont souligné la nécessité d'évaluer l'efficacité de ces programmes et d'en généraliser l'utilisation. D'après notre expérience, certains programmes ne sont gérés que par l'employeur, tandis que d'autres, comme la consultation professionnelle, sont inclus dans le PAE.

La position du SCFP est que les organismes de SST devraient reconnaître l'exposition aux traumatismes comme un risque professionnel. Des protocoles, y compris une formation spéciale et des

mesures permanentes visant à protéger la santé mentale des travailleurs confrontés à des traumatismes liés au travail, devraient être prévus dans la loi ou dans la convention collective. De plus, ces protocoles devraient être conçus et évalués sur la base de preuves scientifiques. Les syndicats devraient participer à leur mise en œuvre et à leur surveillance.

Voici un exemple d'article de convention collective provenant du secteur du transport aérien du SCFP :

« Un incident critique est un terme utilisé pour décrire un événement anormal, choquant ou traumatisant. L'employeur doit, en consultation avec le comité de SST, élaborer une politique sur le stress à la suite d'incidents critiques, selon laquelle "les incidents critiques et le stress qui en résulte sont des risques

pour la santé et la sécurité, et toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour éviter que ceux-ci entraînent d'autres blessures". Cette politique doit inclure une procédure visant à prévenir le stress lié aux incidents critiques et les blessures mentales connexes, conformément aux principes décrits à l'ANNEXE X. »

« Les membres du comité qui effectuent régulièrement des opérations de désamorage et d'analyse des incidents critiques doivent disposer de ressources pour éviter les blessures mentales causées par ces tâches et disposer de tous les services de PAE requis. Le plafond de ces services peut être rehaussé si nécessaire. Le PAE fournira des ressources spécialisées externes. »

■ **Leonor Cedillo**

## Santé-sécurité : des gains importants pour nos membres de la santé en C.-B.

Les membres du Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH) ont de quoi célébrer : leur convention collective inclut maintenant un article sur la santé et la sécurité au travail (SST) dont les travailleurs de tout le pays peuvent s'inspirer.

Le SEH est la division du secteur de la santé du SCFP en Colombie-Britannique. Il représente 50 000 membres, soit la plupart des travailleurs de la santé affiliés au SCFP dans la province. L'Association de négociation des établissements (Facilities Bargaining Association) regroupe la plupart des établissements hospitaliers et des foyers de soins pour personnes âgées de la C.-B.

Les travailleurs de la santé de la province ont connu des temps difficiles : les gouvernements libéraux qui se sont succédé pendant seize ans ont imposé des politiques de droite au

détriment des services publics et de leurs employés.

Heureusement, après deux années de gouvernement néo-démocrate, le SEH a pu négocier plusieurs améliorations aux services de santé. Sa nouvelle convention collective comporte notamment des avancées majeures en matière de SST.

Le syndicat a négocié la création d'un organisme provincial de SST pour les travailleurs de la santé de la C.-B. Comme ce secteur connaît l'un des taux d'accidents de travail les plus élevés au pays, la mise sur pied d'un organisme gouvernemental dont le mandat est de prévenir les risques au travail est donc un grand pas en avant.

Cet organisme financé par le gouvernement provincial disposera de 8,5 millions de dollars pour élaborer des pratiques de sécurité efficaces visant à réduire et prévenir les accidents de

travail dans le milieu de la santé.

De plus, les travailleurs de la santé protégés par cette convention collective ont maintenant droit à 17 semaines de congé sans solde pour violence sexuelle ou conjugale et jusqu'à trois jours de congé spécial si un employé ou un de ses enfants à charge est victime de violence sexuelle ou conjugale.

De plus, les employeurs devront mettre en œuvre la *Norme nationale du Canada sur la santé et la sécurité psychologiques* pour prévenir les préjudices psychologiques chez les travailleurs.

La convention collective contient bien d'autres gains en matière de SST :

- un million de dollars pour des projets de prévention des lésions musculo-squelettiques.
- 600 000 dollars pour des projets pilotes de prévention des blessures

mettant les délégués en SST à contribution.

- l'obligation d'évaluer les risques ergonomiques des postes de travail.
- plus de temps consacré à l'analyse des incidents critiques et plus de comités régionaux pour la prévention de la violence.
- un partage accru des dossiers de situation d'urgence « code blanc »

avec les comités mixtes de SST.

- davantage d'outils et de comités régionaux sur la charge de travail et une meilleure réactivité aux exigences de la charge de travail.

Avec l'arrivée de gouvernements hostiles aux travailleurs en Alberta et en Ontario, le progressisme du gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique qui a négocié ces gains en matière de SST est d'autant plus rafraîchissant.

■ **Stephen Elliott-Buckley**



Les membres du secteur de la santé en Colombie-Britannique améliorent leurs conditions de travail sous un gouvernement du NPD.